

## **Entre exigences historiennes, impératifs d'organisation et démarche identitaire : l'Institut CGT d'Histoire sociale (1982-2002).**

*Michel Pigenet (Paris I-CHS)*

Plus d'un an avant d'abandonner la direction de la CGT, Georges Séguy signe, le 19 mars 1981, une note favorable à la création d'un « institut » que sa composition, son fonctionnement et ses travaux rendraient « indiscutable et indiscuté parmi les historiens » tout en permettant à « nombre de militants » de transmettre leurs connaissances, expériences et souvenirs<sup>1</sup>. Mieux vaudrait que l'opération soit conduite par les camarades compétents du futur organisme. « A la rigueur, je pourrais moi-même y participer », ajoute-t-il. Au terme de plusieurs réunions, les contours du projet se précisent pour déboucher sur son dédoublement en deux structures distinctes : un Centre confédéral d'archives, service rattaché au secrétariat général, et l'Institut proprement, une association régie par la loi de 1901<sup>2</sup>. Directeur du premier et secrétaire général du second, Marc Piolot garantit la coordination voulue entre l'un et l'autre.

### **1982-2002 : initiative stratégique et contretemps de l'histoire**

#### *La création de l'IHS ; un projet ambitieux*

Si le prochain déménagement de la rue Lafayette à Montreuil appelle des mesures de sauvegarde, l'initiative ne relève pas moins de considérations plus générales. Face aux progrès du « réformisme », la centrale, affectée par la crise sociale, entend rester fidèle à son orientation « révolutionnaire » et la raffermir chez ses militants. Source d'embarras, l'arrivée de la gauche au pouvoir semble ouvrir des perspectives nouvelles. Décidée à profiter de l'aide financière de l'Etat, la direction confédérale voit plus loin et plus haut. A la suite des critiques formulées par le Président de la République, Georges Séguy exprime le souhait que l'on « remette sur ses rails » l'apprentissage de l'histoire et fait valoir la « compétence » des syndicats à en traiter « certains aspects ». Marc Piolot prévoit l'organisation de « petits séminaires » consacrés aux « programmes portant sur des périodes pour lesquelles les enseignants n'ont pas reçu de formation ». Les plus optimistes se prennent à rêver d'un Institut élevé au rang d'organisme « officiel de formation permanente pour des professeurs qui le souhaiteraient ».

Enjeu d'une « bataille idéologique », l'histoire participe aussi de préoccupations mémorielles. La Confédération souhaite d'autant plus se manifester sur ce terrain qu'elle se sait l'objet de « convoitises ». Le temps presse. Tandis que la vogue des écomusées suscite les critiques de militants hostiles à la conception trop « neutre » qui préside à leur installation, la coopération des syndicalistes nantais à la création d'un Centre de documentation du mouvement ouvrier présidé par un militant libertaire émeut la direction confédérale. A toutes fins utiles, Georges Séguy envoie, le 27 octobre 1981, une « mise en garde » à l'ensemble des secrétaires de fédérations, d'UD et UR.

La CGT ne découvre certes pas, en 1981, les ressources de l'histoire pour ses combats et la formation de ses militants. Version syndicale, depuis la scission, de ceux délivrés dans les écoles du PCF avec lesquels ils partagent leurs professeurs, les cours du Centre confédéral d'éducation ouvrière – CCEO - procèdent d'une relecture de l'histoire contemporaine à la

---

<sup>1</sup> Nous exprimons notre gratitude envers Joëlle Hedde et Elyane Bressol qui, sitôt informés de notre recherche, nous ont largement ouvert les archives de l'Institut.

<sup>2</sup> Georges Séguy assure la présidence de l'Institut déclaré à la préfecture le 19 novembre 1981, mais qui ne commencera à fonctionner qu'en 1982. Né en 1921, Marc Piolot, issu de la résistance communiste, prit la direction, après la scission, du Centre confédéral d'éducation ouvrière qu'il quitta en 1982 pour ceux de l'Institut d'histoire sociale et du Centre confédéral des archives, fonction occupée jusqu'en 1985.

lumière de la lutte des classes et des étapes du développement de la CGT. Normatifs et riches en « leçons », les récits historiques ainsi conçus évoluent au gré des nécessités de l'heure. Au plus haut niveau, les militants en conviennent. En privé, Benoît Frachon ne cache pas un scepticisme radical. « L'histoire, confie-t-il, on lui fait dire ce qu'on veut »<sup>3</sup>. Il semble toutefois que la chose ne soit plus aussi commode dans les deux dernières décennies du XXe siècle. Du moins pour le mouvement syndical.

### *Mécomptes et brouillages de la période : l'irrésistible quête identitaire*

Pour Georges Séguy, « l'une des causes des difficultés » rencontrées par la CGT se situerait dans la faiblesse de l'instruction des « nouvelles générations »<sup>4</sup>. En 1990, il dénonce les thèses d'un inexorable « déclin syndical » et d'une « extinction de la lutte des classes » derrière lesquelles se profilerait la réhabilitation du « réformisme vieillot ».. Au lendemain de la chute du mur de Berlin et à la veille de la disparition de l'URSS, « les syndiqués (...) sont confrontés à la question : quelles références ? », constate Georges Pruvost<sup>5</sup>.

Jugée « urgente », la réflexion sur l'identité, hantée par l'hypothèque communiste, pose plus de problème qu'elle n'en résout. Confiée, au sein de l'Institut, à un groupe de travail, elle fait rejouer, au cœur même de la Confédération, des clivages perceptibles sur d'autres plans. A la commission exécutive confédérale de juin 1992, Alain Obadia érige ainsi en modèle la CGT pluraliste et ouverte du début du siècle, cependant que tel dirigeant d'un syndicat départemental s'en réclame pour prôner la rupture avec la conception « passéiste et conservatrice » d'une centrale transformée en « bastion idéologique ». Localement, le succès de certaines manifestations confirme toutefois l'existence de fortes attentes identitaires. A Toulouse, en 1997, la « Rencontre sur la guerre d'Espagne et l'immigration espagnole » draine un public non prévu, issu de la génération des « fils et de filles d'immigrés, (...) à « la recherche de leurs racines »<sup>6</sup>. La question ne taraude pas moins ces syndicalistes qui, à titre individuel, mais soucieux du « patrimoine de notre mémoire collective », « 'emmagasinent' un nombre considérable de documents, d'archives ayant trait à toute l'histoire sociale »<sup>7</sup>.

Atteints par l'écho médiatique d'une historiographie ravageuse, des militants adoptent une posture défensive. En Lorraine, d'autres redoutent que la disparition simultanée de la sidérurgie et de grands syndicats ne précipite dans l'oubli le souvenir de pans entiers de la mémoire ouvrière. Avec des nuances, bien des cadres cégétistes éprouvent le besoin « de (se) ressourcer, d'entretenir (leur) mémoire, (leur) identité, (leur) fonction »<sup>8</sup>.

## **L'Institut ; un « outil » cégétiste multifonctionnel**

### *Le « bras historien » de la CGT*

En dehors des canaux confédéraux que sont la tribune des congrès et la presse syndicale, l'Institut publie très tôt une revue, moyen le plus sûr d'exister et de marquer son territoire. Le premier numéro des *Cahiers d'histoire sociale* sort en mars 1982. Objet de toutes les attentions, le périodique parvient à paraître tous les trimestres.

---

<sup>3</sup> J. Bruhat, *Il n'est jamais trop tard*, A. Michel, 1983, p. 159.

<sup>4</sup> Intervention de Georges Séguy au 42<sup>e</sup> congrès confédéral, Montreuil, les 24-29 novembre 1985.

<sup>5</sup> Membre de la direction du Syndicat national de l'enseignement technique et professionnel, Georges Pruvost succède à Marc Piolot, au début de 1985, au secrétariat général de l'Institut. Il conserve cette responsabilité jusqu'en 1995, année de son remplacement par Joël Hedde, ancien dirigeant de la Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture. En 2002, celui-ci accédera à la présidence de l'IHS dont Elyane Bressol assurera le secrétariat général.

<sup>6</sup> CA de l'Institut Midi-Pyrénées, le 11 décembre 1997. Arch. de l'IHS.

<sup>7</sup> *Passé/présent. Bulletin pour la création d'un Institut lorrain d'histoire sociale CGT*, sd vers 1984-1985. Idem.

<sup>8</sup> Alain Gautheron, le 30 novembre 1999, Idem.

Après l'instauration pionnière du Centre rhône-alpin de 1981, les instituts régionaux, départementaux et fédéraux se multiplient. Éphémères, durables ou à éclipses, leur nombre varie tout au long de la période. Au début du millénaire, trente-deux seraient en activité ou en voie de formation.. Un bulletin trimestriel interne, *Liaisons*, complète, depuis avril 1996, le dispositif souple de circulation des informations entre l'organisme confédéral et ses correspondants locaux ou corporatifs. L'effort éditorial se prolonge à travers la confection de dossiers, de documents, notamment la réédition critique de comptes-rendus de congrès ou de comités confédéraux nationaux importants. L'Institut collabore également à la parution et à la diffusion d'ouvrages. En quelques occasions, il « supplée à la carence de l'édition française » et permet la publication de thèses et de travaux universitaires originaux. L'absence de structure éditoriale et commerciale digne de ce nom limite toutefois les ambitions et contraint à s'associer à des partenaires.

L'organisation de colloques, rencontres et conférences constitue un troisième champ d'intervention. Tous les projets n'aboutissent pas, l'IHS trouve, en 1995, son rythme de croisière, à raison d'une initiative annuelle. Ces événements s'accompagnent parfois d'expositions de documents, d'affiches et de photos, voire de projections de films. Les productions de type pédagogique auxquelles le secteur « communication » apporte son aide se combinent à la réalisation de logos et d'objets labellisés – médailles, badges, affiches, stylos porte-clés, tee-shirts, cuvées spéciales, etc.. Plus rarement, il procède à l'apposition de plaques, à l'exemple de celles inaugurées à Saclas et au Perreux, lors de cérémonies d'hommage à Griffuelhes et à la réunification de 1943. Alors même que le culte des martyrs entretenu par le fleurissement de stèles perd une partie de sa charge émotionnelle, d'autres modèles commémoratifs prennent le relais à mi-chemin de l'histoire, de la légende et du folklore. Dans le Nord-Pas-de-Calais, la Sainte-Barbe fournit ainsi aux mineurs la matière d'un cahier spécial illustré tiré à près de 3 000 exemplaires. En Bretagne, un ouvrage sur les *Coiffes militantes* est diffusé à près de 7 500 exemplaires.

Considérable les premières années, le travail d'archivage s'étend à la province et dans les fédérations. Relancée à la faveur du rapatriement de fonds en provenance des pays de l'Est, l'activité ne s'arrête pas aux seuls documents manuscrits et imprimés. En plus d'un effort de recherche et de préservation de plus de 1 200 films, cassettes, bandes sonores, disques, l'IHS réalise une série de plusieurs dizaines d'entretiens avec d'anciens responsables. Régulièrement sollicité, notamment par les médias, il se décide, en 1995, à « valoriser » son patrimoine cinématographique, avant de se doter, quatre ans plus tard, d'une photothèque riche de plusieurs dizaines de milliers de documents.

### *Un cadre de rencontres*

Ni « secteur » de la CGT ni organisme « autonome », l'Institut affiche toujours plus son caractère de « lieu de rencontre et de débat ». Ainsi l'adhésion aux « valeurs de la CGT » n'impliquerait « pas forcément » l'adoption de ses « mots d'ordre » et campagnes<sup>9</sup>. Il y va, précise-t-on, de la « crédibilité » de l'IHS<sup>10</sup> et de la possibilité, pour la Confédération elle-même, de garder le contact avec des « couches éloignées »<sup>11</sup>. Les conseils et les colloques, calqués sur les structures, les procédures et la sociabilité scientifiques, offrent des garanties formelles d'écoute et de sérieux. Mais l'Institut mise aussi sur d'autres atouts. Outre la richesse de ses fonds, la promesse d'escapades hors du « ghetto universitaire »<sup>12</sup>, la perspective de rencontrer les témoins encore en vie des mouvements sociaux d'hier aiguissent la curiosité.

---

<sup>9</sup> M. Piolot, le 11 janvier 1991. Idem.

<sup>10</sup> CA du 15 janvier 1997. Idem.

<sup>11</sup> Rencontre avec le bureau confédéral, le 18 novembre 1998. Idem.

<sup>12</sup> Jean Bruhat, *Il n'est jamais...*, op. cit., p. 10.

Six ans après sa création, le bureau de l'IHS doit cependant admettre la faiblesse persistante de la participation des scientifiques à ses réunions. Son secrétaire général se plaint, en 1991, d'« a priori idéologiques ». D'autres raisons sont néanmoins avancées, en particulier le choix de problématiques obsolètes. En ce domaine aussi, la situation s'améliore dans les années 1990. Instruit par l'expérience, l'Institut confédéral s'efforce de mieux associer les chercheurs à l'élaboration d'une programmation moins tournée vers la commémoration.

### *Linéaments d'une expérience de workshop history*

Prudents, les militants qui surmontent leurs réticences à traiter de faits historiques, manquent rarement de rappeler qu'ils ne sont pas des professionnels. Beaucoup avouent leur dette envers les auteurs consultés dont l'invocation certifie, il est vrai, l'honnêteté et la rigueur du travail présenté. L'hommage ne va pas sans critiques. Quelques-unes surprennent, à l'instar de la réticence prêtée aux « historiens » à traiter d'événements récents, à se pencher sur l'histoire sociale ou de leur propension à ne s'intéresser qu'à la vie des « grands hommes ». La désignation de cibles plus imaginaires que réelles participe, certes, d'une double démarche polémique et pédagogique. Elle trahit encore un défaut de familiarité avec l'actualité de la recherche qu'aggrave la confusion réalisée entre celle-ci et la vulgate. Au pied du mur, les syndicalistes éprouvent, quant à eux, les pires difficultés à s'émanciper des récits linéaires, faisant la part belle à l'événementiel, aux militants d'exception, aux batailles de congrès, aux périodisations politiques... En la matière, les gardes fous idéologiques s'avèrent d'un piètre secours sitôt franchi le simple énoncé des interprétations et positions de principe. Pour que « l'histoire ne s'écrive pas à quelques-uns, fussent-ils d'éminents spécialistes »<sup>13</sup>, il importe, explique-t-on, de s'« approprier (sa) propre histoire sociale et de le faire à partir de ceux qui l'ont construite et vécue ». Le projet, leitmotiv des éditoriaux, bute toutefois sur de redoutables obstacles socioculturels. « Les militants hésitent trop souvent, admet l'un d'eux, à sortir de leur strict domaine syndical et à concurrencer des historiens sur leur terrain »<sup>14</sup>. Du moins ne refuse-t-ils pas les conseils méthodologiques et bibliographiques.

Au tout début de l'Institut, les premiers apprentissages ont concerné le tri et le classement des archives. Par voie de presse, au moyen de stages animés par des professionnels, les plus actifs se familiarisèrent avec les rudiments d'une activité inédite et à laquelle ils initièrent ensuite leurs camarades. Cela ne se fit pas sans mal, mais permit de faire face à l'urgence. L'investigation historique, la mise en intrigue, l'écriture réclament plus d'audace. Des militants, pourtant, s'y attèlent. Lors de journées l'étude, les participants se voient rappeler les étapes à suivre : définition d'une problématique, lecture d'ouvrages généraux, établissement d'une chronologie, collecte des données au-delà des sources propres de la CGT, constitution de fiches, établissement d'un plan de rédaction autour de quelques idées-forces, etc..

## **La dynamique des pratiques ou l'histoire en question**

### *Une singularité militante revendiquée*

L'Institut proclame son enracinement militant. Puisque l'histoire « ne saurait jamais être impartiale ou objective »<sup>15</sup>, « la priorité n'est pas ce que l'on écrit d'un point de vue scientifique, mais à quoi cela va servir et à qui cela s'adresse »<sup>16</sup>. L'heure n'est plus, certes, aux pratiques d'antan, identifiables en creux derrière le projet d'une histoire « scientifique et pluraliste ». La tentation existe, cependant, de peser sur les débats et d'en canaliser les

---

<sup>13</sup>C. Marache, *Les Cahiers de l'Institut*, n° 1, 1998.

<sup>14</sup>J. Richard, *Cahiers d'histoire sociale de Rhône-Alpes*, n° 1, mars 1986.

<sup>15</sup>S. Lottier, le 23 novembre 1998. Arch. de l'IHS.

<sup>16</sup>J. Hedde, le 21 juin 1999. Idem.

conclusions. Ainsi le Centenaire de la Confédération a-t-il pour mission de « faire apparaître le syndicalisme comme un ‘fait de société’ », démontrer ce que le visage de la France doit à l’existence de la CGT<sup>17</sup> et souligner la « modernité » d’une organisation dont il révélera « le vrai visage »<sup>18</sup>. La vigilance n’est pas moins de rigueur à l’égard d’initiatives extérieures dans le champ disputé de l’histoire sociale.

A défaut de résumer l’ensemble des activités de l’IHS, les sommaires des quatre-vingt-un numéros des *Cahiers d’histoire sociale* parus entre mai 1982 et mars 2002 fournissent des renseignements sur les thèmes et les périodes privilégiés<sup>19</sup>. En dehors des éditoriaux, axés sur l’actualité, un gros cinquième – 21,6 % - des 509 articles répertoriés traitent sans surprise de la CGT, de son organisation et de ses congrès. Les notices biographiques, nécrologiques ou commémoratives, arrivent en seconde position – 19,4% -, devant la présentation de documents et des méthodes d’archivage – 14,7% - l’analyse de conflits sociaux – 13,1% -, du mouvement ouvrier international – 9% -, de la législation et des institutions – 7,8%. Sur la base d’un découpage en sept grandes périodes de durée inégale, près de la moitié des textes – 48,9% - en recouvrent deux ou plus. Pour le reste, le classement signale la spécificité syndicalo-cégétiste. Ainsi les années fondatrices, de 1884 à 1920, se détachent-elles nettement – 16,5% - devant les grandes heures de 1936-1939 – 8,8%. La Libération et les temps difficiles de la guerre froide forment à peine 6,6% du total, mais précèdent les années 1940-1944 – 6,5% -, chères à l’historiographie communiste, ou la Ve République – 6,1%. Notons encore la place modeste, quoique non négligeable de l’avant 1884 – 3,5% - lequel englobe les articles suscités, autour de 1989, par le Bicentenaire de la Révolution, et celle, marginale, laissée à l’entre-deux-guerres – 2,5% -, époque pourtant décisive d’affirmation d’un syndicalisme « unitaire », mais d’inspiration trop explicitement communiste.

L’identité des auteurs confirme la singularité des *Cahiers*. : plus de 80% des 329 articles signés le sont par des syndicalistes. Militants confirmés, issus des plus hautes instances et secteurs d’activité de la Confédération, les responsables de l’IHS réalisent une part notable du travail rédactionnel. D’autres cadres sont cependant mis à contribution, à l’exemple des secrétaires généraux : Henri Krasucki, Louis Viannet, Bernard Thibault.

Avec 64 articles, les historiens, des spécialistes des sciences sociales et des archivistes de métier trouvent leur place, mais n’exercent aucun monopole. En dépit de fluctuations, leur nombre tend à grandir. Universitaires, chercheurs du CNRS, professeurs agrégés et jeunes doctorants se côtoient parmi les collaborateurs occasionnels ou réguliers. Si les « amis » l’emportent, les critères de proximité s’assouplissent pour intégrer, avec la compétence, le simple intérêt porté au syndicalisme.

#### *Normes et problématiques historiennes : de nouveaux horizons*

Connu et reconnu par les spécialistes de l’histoire ouvrière et syndicale, l’Institut accède, peu à peu, aux initiatives, débats et controverses universitaires. Lui-même abaisse les barrières élevées jusque-là autour des « secrets » cégétistes. Si les règles adoptées au début des années 1980 fixaient un délai de communication inférieur à 30 ans, plusieurs inventaires ou dossiers demeuraient hors d’atteinte du commun des chercheurs. Battue en brèche par l’ouverture des archives des pays de l’Est, ces interdits reculent dans la seconde moitié des années 1990. L’évolution la plus notable en la matière intéresse les rapports avec les services d’archives. L’immensité de la tâche à accomplir, la compétence et la loyauté vérifiées des professionnels, la modicité des locaux et des moyens confédéraux conduisent à un

---

<sup>17</sup> Note du groupe de travail « Centenaire de la CGT, le 4 mars 1991. Idem.

<sup>18</sup> Note au comité confédéral national, le 18 novembre 1994. Idem.

<sup>19</sup> P. Largesse, *Les Cahiers d’histoire sociale, Sommaire, auteurs, Mots-clés de l’index des Cahiers*, 2002. Nos propres résultats, calculés à partir de cette base de données, diffèrent parfois de ceux obtenus par l’auteur.

retournement complet des positions du CCA. En 1993, la convention signée avec les Archives départementales de Seine-Saint-Denis érige celles-ci en dépositaire d'une grande partie des fonds de la Confédération qui en reste propriétaire, mais en confie le classement et la conservation à un organisme public.

Les échanges et les projets communs concourent par ailleurs à la réduction des malentendus et préventions. La crainte du « rabâchage » commémoratif<sup>20</sup> entraîne d'autres changements. Précoce chez les mineurs où, dans le sillage de Rolande Trempé, l'empreinte des chercheurs marque nombre d'initiatives, on la perçoit très vite parmi les cheminots dont l'institut décide, dès sa première année, de confier à une historienne et à une sociologue la préparation d'une enquête sur 1968. Chose inimaginable autrefois, des militants rechignent devant la recommandation de coller à l'actualité. L'un d'eux invoque le « devoir de mémoire » pour faire valoir l'intérêt de telle grève de tunneliers sans rapport avec les campagnes syndicales du moment<sup>21</sup>. Le programme des instituts comme les analyses qui y sont avancées enregistrent les renouvellements historiographiques que relayent les médias. L'approche de la Seconde Guerre mondiale, longtemps centrée sur la Résistance, prend désormais en compte l'Holocauste tandis que les cheminots n'esquivent plus la question, délicate entre toutes, des trains de déportés abordée par un numéro des *Cahiers* de leur Institut<sup>22</sup>.

Mieux assuré sur ses bases scientifiques, l'Institut confédéral acquiert une plus grande sérénité dans ses relations avec les spécialistes. Convaincus de ce qu'il demeure l'un des derniers lieux « d'osmose entre chercheurs et syndicalistes », ses dirigeants parlent d'« enrichissement » mutuel, mais réclament d'être des partenaires à part entière. S'ils « produisent du témoignage », les militants avancent aussi des « analyses » que les historiens ne doivent pas davantage ignorer<sup>23</sup>. Le pire serait que les syndicalistes se cantonnent dans un rôle subalterne. De fait, beaucoup prennent goût à ses confrontations. Tel ancien métallurgiste affirme y puiser « un grand élément de confiance dans la masse de la classe ouvrière d'abord, dans le syndicalisme globalement, dans notre CGT et même en moi »<sup>24</sup>. Lui-même encourage ses camarades à bannir toute démarche tendant à vouloir justifier le passé « pour tirer à soi », « passer la brosse à reluire ». Sur la lancée, une poignée franchit le pas et sacrifie aux exigences de la recherche universitaire dans le cadre de thèses menées jusqu'à la soutenance devant des jurys en bonne et due forme.

### *Une position paradoxale au sein de la CGT*

La diffusion des ouvrages publiés avec le label de l'Institut trahit son relatif isolement au sein même de la Confédération. En 1994, la notoriété de Georges Séguy stimule la vente, à 3 300 exemplaires, de *La Grève*. La réédition du *Florilège de la chanson révolutionnaire* de Robert Brécy dépasse les 800, devant une thèse d'histoire sociale prise en charge par l'Institut de la région Centre – 728 – et *La CGT dans l'enseignement* – 591<sup>25</sup>. Avec moins de 350 exemplaires réglés, les résultats sont franchement décevants, en revanche, pour *La CGT, approches historiques*, ouvrage collectif censé illustrer une démarche en rupture avec l'époque des « manuels » sur le modèle de *l'Esquisse d'une histoire de la CGT*. Quant aux abonnés des *Cahiers*, malgré une hausse sensible, mais non linéaire, de leur nombre en vingt ans, le chiffre de 862 atteint en 2002 demeure modeste rapporté à celui des syndiqués.

---

<sup>20</sup> Bureau, le 10 octobre 1996. Arch. de l'IHS.

<sup>21</sup> G. Morère, le 21 juin 1999. Idem.

<sup>22</sup> Editorial de C. Marache et dossier coordonné par P. Vincent, *Les Cahiers de l'Institut*, n° 4, sd (1999).

<sup>23</sup> *Liaisons*, n° 13, décembre 2001.

<sup>24</sup> M. Biard, le 30 mars 2001. Arch. de l'IHS.

<sup>25</sup> Statistiques 1991-1994. Idem.

Mais il y a plus. Le développement de l'IHS coïncide, en effet, avec la quasi-disparition de l'histoire dans la formation des militants. Encore très présente au milieu des années 1980, sa position se dégrade après le départ de Marc Piolot. Les mutations de cadres ne sont cependant pas seuls en cause. La tradition ouvriériste aidant, l'étude du passé, tenue pour « un luxe de la vie syndicale »<sup>26</sup>, reste une affaire de retraités.

L'image tenace d'instituts « trop souvent peuplés d'anciens dirigeants nostalgiques et sévères à l'égard d'héritiers jugés trop peu curieux de leur histoire ne favorise pas les rapprochements. Critique envers la tentation « de faire du passé table rase », Georges Séguy en localise l'origine dans le malaise qu'éprouverait les « militants les plus jeunes » devant une histoire uniquement évoquée « au travers des errements et des échecs qui ont affecté le mouvement ouvrier »<sup>27</sup>. Le danger serait alors de s'interdire d'analyser « les causes qui les ont engendrées » et, simultanément, de « priver la mémoire collective » du souvenir des « grandes luttes », des conquêtes sociales et de la solidarité. Le propos n'épargne pas les syndicalistes d'hier chez lesquels « la fascination » exercée par le « modèle soviétique aurait fait perdre de vue la richesse de la pensée révolutionnaire et sclérosé l'« imagination ». On a « sauté une génération, la transmission des savoirs en souffre », observe l'un de ses camarades<sup>28</sup>. Le constat porte à la fois sur le « creux » militant des vingt dernières années, ses conséquences et les incompréhensions qui en résultent. « On entend dire que les militants des instituts ne sont pas dans la démarche CGT d'aujourd'hui », explique-t-il. « Les actifs nous traitent d'anciens combattants (...). Ils estiment que nous sacralisons le passé et nous contestent le droit de nous mêler de l'actualité comme si nous mangions leur pain », s'emporte un autre<sup>29</sup>. Plusieurs échecs témoignent également du refus à peine dissimulé d'approfondir, fût-ce à travers l'histoire, certaines questions d'actualité. En 1999, l'Institut renonce ainsi à une initiative sur l'extrême droite, thème « mal perçu », dit-on, par des camarades qui l'estime en marge des « responsabilités syndicales ».

Ainsi, à l'heure où les responsables de l'IHS se félicitent du chemin parcouru depuis vingt ans du côté des professionnels de l'histoire, la position de l'Institut « demeure fragile » au sein même de la CGT<sup>30</sup>. Ils s'en inquiètent auprès du bureau confédéral dont ils attendent « un engagement plus déterminé ». En 1998, ils plaident encore une fois pour un meilleur usage des « leçons de l'histoire » et souhaitent que la CGT s'en nourrisse dans la réflexion engagée sur son identité et son avenir. Sans grand succès. Trois ans plus tard, la question figure toujours à l'ordre du jour d'une nouvelle entrevue<sup>31</sup>. Rien n'y fait. A la fin de 2002, le compte rendu du colloque « Droit du travail et luttes sociales, une longue histoire commune » regrette publiquement, « la quasi-absence de (...) responsables de la Confédération »<sup>32</sup>... Entre indifférence et suspicion, il se peut que l'histoire ait perdu ce statut, qui, à travers la certification de l'inscription dans la durée des valeurs, de l'identité et des pratiques, en faisait un instrument de légitimation. Et d'enchantement. Dans ce cas, les mutations en cours pourraient bien être alors synonymes de banalisation...

---

<sup>26</sup> Note de G. Pruvost à H. Krasucki, le 5 juin 1989. Idem.

<sup>27</sup> G. Séguy, « Le passé et le présent », *Les Cahiers d'histoire sociale*, n° 79, 2001, p. 11.

<sup>28</sup> C. Rouannet, *Liaisons*, n° 12, juillet 2001.

<sup>29</sup> G. Joubert, *Idem*.

<sup>30</sup> Bureau du 3 novembre 1988. Arch. de l'IHS.

<sup>31</sup> Rencontre avec le bureau confédéral, le 6 novembre 2001. Idem.

<sup>32</sup> H. Pollastro, *Les Cahiers d'histoire sociale*, n° 84, 2002, p. 21.